

***Vottem, camp de la honte, 15 ans déjà! Je ne l'accepte toujours pas!***

**Dimanche 16 mars, marche vers le centre fermé pour étrangers de  
Vottem. Rassemblement à Liège, Citadelle (rue des Glacis) dès 14H devant  
l'Enclos des Fusillés.**

A la veille des élections, nous revendiquons un changement radical en ce qui concerne la politique d'immigration, tant belge qu'européenne. Si cette dernière conditionne l'autre, nous constatons néanmoins que **la politique menée par Maggie De Block et le gouvernement actuel réduit presque à néant le droit au séjour en Belgique**, ce qui fait que la Belgique devient le champion de l'Europe forteresse en matière d'éloignements forcés, ou "volontaires" sous pression... Notre Etat expulse sans état d'âme des personnes vers les pays d'origine qu'elles ont fuis à cause des persécutions, des guerres, de la misère, réalités récurrentes auxquelles s'ajoutent aujourd'hui les catastrophes climatiques... Peu importe qu'elles y trouvent la mort à leur arrivée, comme le jeune Aref, victime des Talibans en Afghanistan!

Aujourd'hui, seuls environ 25% des demandeurs d'asile obtiennent un statut de réfugié ou la protection subsidiaire (protection en cas de guerre dans le pays d'origine). Le taux de régularisation pour raison humanitaire ou médicale ne fait que chuter : 6% de réponses positives pour toutes les demandes traitées sur les 9 premiers mois de 2013 ! Plusieurs situations ont été médiatisées cet automne, par exemple celle de Navid Sharifi, plombier afghan âgé de 23 ans, formé ici, qui pratiquait un métier en pénurie de main d'œuvre, et vivait en couple avec une citoyenne belge ; il a été expulsé après avoir reçu des réponses négatives à ses demandes de régularisation. Idem pour un entrepreneur chilien... Des personnes gravement malades, par exemple séropositives, sont renvoyées dans des pays où elles n'auront pas accès aux soins nécessaires. Des conjoints ne peuvent se rejoindre, des enfants sont séparés de leurs parents... des familles sont expulsées alors que les enfants, scolarisés ici, ne connaissent bien qu'une de nos langues nationales...

**Les centres fermés sont des prisons qui cachent leur nom; ils exercent une violence quotidienne** à l'égard des personnes qui y sont détenues. En effet, la détention a pour but de casser la résistance à l'expulsion. La violence peut être physique dès que la porte du centre a été franchie et toute forme de révolte entraîne la mise au cachot. Cette violence atteint son paroxysme au moment de l'expulsion lorsque la personne est emmenée à l'avion: menottes, corps sanglé, entravé, coups, insultes... Des plaintes ont été déposées suite à des blessures. Cette violence est aussi psychologique: menace de l'expulsion dont on ne sait quand elle aura lieu, privation de liberté dont on ne sait quand elle prendra fin.

A cause de cette politique restrictive, de nombreuses personnes se retrouvent dans la clandestinité, ce qui signifie la précarité, et la surexploitation dans des filières de travail en noir, dans la construction, l'Horeca, le nettoyage, les services domestiques et aux personnes... Seule une régularisation permettrait de mettre fin à cette situation qui divise les travailleurs avec et sans papiers. L'opération de régularisation de 2009 a été ponctuelle et partielle. D'un côté elle a permis à une partie des personnes présentes depuis longtemps sur le territoire d'obtenir un séjour, d'un autre côté elle a laissé beaucoup de monde sur le carreau: par exemple elle prévoyait de prendre en compte le critère "travail" (possibilité de contrat de travail), mais peu de dossiers ont été acceptés; des pièces d'identité manquantes ont aussi bloqué beaucoup d'autres dossiers... Aujourd'hui plus aucun critère n'existe, les instructions de 2009 ont été mises à la poubelle et la quasi totalité des dossiers de régularisation est refusée. Pendant de longues années, les mouvements de sans papiers ont revendiqué **une commission permanente de régularisation indépendante de l'Office des Etrangers** avec des critères clairs, cela est plus que jamais d'actualité.

- **suppression des centres fermés pour étrangers**
- **arrêt immédiat des expulsions**
- **pour une politique d'asile et d'immigration qui respecte les Droits Humains**
- **pour une régularisation des sans papiers**